

RCS : CARCASSONNE

Code greffe : 1101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CARCASSONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00434

Numéro SIREN : 888 807 328

Nom ou dénomination : 1.2.3 PIZZA

Ce dépôt a été enregistré le 15/09/2020 sous le numéro de dépôt 2421

# Greffe du tribunal de commerce de CARCASSONNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 15/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/2421

Type d'acte : Attestation de dépôt des fonds et liste des souscripteurs

### Déposant :

Nom/dénomination : 1.2.3 PIZZA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 888 807 328

N° gestion : 2020 B 00434



## ATTESTATION DE DÉPOT

Pour constitution de capital social

de Crédit Agricole Mutuel Languedoc,  
HARD JEANNE AGATHE dûment habilité à l'effet de la présente,  
en dépôt la somme de 5000,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les  
titulaires en numéraire de la société en formation au capital de 5000 euros :

A PLANQUE  
CASTELNAUDARY

est ouvert dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°85160618693, jusqu'à  
la dissolution de la société.

Relevés et mention des sommes versées par chacun d'eux :

MARLOTTE , né(e) le 11/12/1997 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

PIERRE , né(e) le 05/09/1963 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

DOMINIQUE , né(e) SERRES le 30/07/1967 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

Attesté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque  
liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

Le dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à  
ces versements et leur utilisation après déblocage.

**Données - Secret professionnel  
Données personnelles**

Ce document permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent  
contrat, d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la

référence à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données  
notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de  
leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un  
l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection  
personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.ca-languedoc.fr/politique-de-donnees-personnelles-des-caisses.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Données que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le  
produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres,

exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,

conformément à nos obligations légales,

pour défendre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

Données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la  
réalisation de vos services. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication,  
notamment, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au  
produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ;  
l'information commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et  
le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment.  
Le recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres

de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit

Siège social : Avenue de Montpellièret, Maurin

34977 Lattes Cedex - 492 826 417 R.C.S. Montpellier

Société de courtage d'assurances, Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828

Tél. 04 67 175 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

REL : 1495\_0\_ATTESTATION\_DEPOT\_ATTESTATIONCAIEN\_FOL\_2016072611304415



de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures  
vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La  
vation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires.  
mentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales  
scription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs  
tives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions  
s données dans les conditions prévues par la loi.

vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article

nt dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour  
ment, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité,  
ctions sur leur sort en cas de décès.

à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de  
par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base  
tirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Relations**  
**Montpellier, Maurin 34977 Lattes Cedex, ou courriel : [service.clients@ca-languedoc.fr](mailto:service.clients@ca-languedoc.fr)** Les  
remboursés sur simple demande de votre part.  
ce de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas,  
es.

ésigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses

**Crédit Agricole Mutuel du Languedoc - à l'attention du DPO - Avenue de Montpellier Maurin**

us pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse  
et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

recueillies par la **Caisse Régionale** au cours de la relation bancaire conformément aux finalités  
casion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union  
re d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la  
ces données ont été mises en place.

nées personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est  
tisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de  
ations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple,  
vent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration  
obiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents  
dit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous  
à jour avec les tiers suivants :

roupe **Crédit Agricole**, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse  
l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de  
auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;

**Crédit Agricole**, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;  
es de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances,  
ntervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;  
ment de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment  
ment du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions

**Caisse Régionale** pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a  
ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;

**Crédit Agricole Mutuel Languedoc** Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit  
Siège social : Avenue de Montpellier, Maurin  
34977 Lattes Cedex - 492 828 417 R.C.S. Montpellier  
de courtage d'assurances, immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828  
Tél. 04 67 175 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

BUL-VPS\_C\_ATTENTION\_DEPOSITAIRENONMISE\_FBL2010726112044.5



AGRICOLE  
GUEDOC

pe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation  
révention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de  
du Groupe ;

pe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de  
de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;

la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre  
ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;

ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes  
des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou

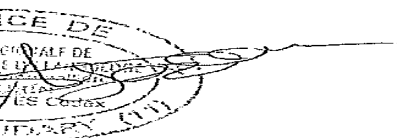
algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation,  
n de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui

adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de  
s actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la

ment la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est  
à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale,  
sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites

exemplaires à CASTELNAUDARY

ant de la Caisse Régionale  
GATHE



page 3/3

nale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit  
Siège social : Avenue de Montpelliéret, Maurin  
34977 Lattes Cedex - 492 826 417 R.C.S. Montpellier  
ciété de courtage d'assurances, Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828  
Tél. 04 67 176 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

2020-09-15 14:00:46  
Rég. N° 07 025 828  
Rég. N° 07 025 828



# Greffe du tribunal de commerce de CARCASSONNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 15/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/2421

Type d'acte : Liste des souscripteurs

### Déposant :

Nom/dénomination : 1.2.3 PIZZA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 888 807 328

N° gestion : 2020 B 00434



1.2.3. PIZZA

Société Par Actions Simplifiée au capital de 5 000.00 €  
Siège social : 1280 Chemin de La Planque  
11400 CASTELNAUDARY  
Société en cours de formation

SUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Identité des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Versements effectués
Charlotte D'AGOSTIN (Aude)	400	4 000 €	4 000 €
AGOSTIN (Aude)	50	500 €	500 €
AGOSTIN (Aude)	50	500 €	500 €
Total des souscriptions en numéraire	500	5 000 €	5 000 €

Montant la souscription de 500 actions de la société, soit la somme totale de versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit 5 000 euros, effectuée par Charlotte D'AGOSTIN, fondateur.

AGOSTIN

D'Agostin

AGOSTIN



AGOSTIN

# Greffe du tribunal de commerce de CARCASSONNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 15/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/2421

Type d'acte : Statuts constitutifs

### Déposant :

Nom/dénomination : 1.2.3 PIZZA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 888 807 328

N° gestion : 2020 B 00434

### **1.2.3. PIZZA**

Société Par Actions Simplifiée au capital de 5 000.00 €

Siège social : 1280 Chemin de La Planque

11400 CASTELNAUDARY

**Société en cours de formation**

---

### **STATUTS**



.....

**lotte D'AGOSTIN ,**  
nbre 1997 à CASTELNAUDARY (Aude),  
280 Chemin de la Planque, CASTELNAUDARY (Aude),  
rançaise,  
liée par un pacte civil de solidarité,

**ier D'AGOSTIN,**  
bre 1963 à CASTELNAUDARY (Aude),  
ieu-Dit Planque, CASTELNAUDARY (Aude),  
rançaise,

inique SERRES, née le 30 juillet 1967 à Castelnaudary (Aude), sous le régime  
a de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Monier Notaire à  
(Aude) préalablement à leur union célébrée en la Mairie de SOUILHANELS (Aude)

**inique D'AGOSTIN née SERRES,**  
1967 à Castelnaudary (Aude),  
ieu-Dit La planque, CASTELNAUDARY (Aude),  
rançaise,

nsieur Olivier D'AGOSTIN, né le 5 septembre 1963 à CASTELNAUDARY (Aude),  
de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître  
à Castelnaudary (Aude) préalablement à leur union célébrée en la Mairie de  
(Aude) le 20 juin 1992

t les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer

090

DDIA

CD'A



*[Handwritten signature]*

### **1.2.3. PIZZA**

Société Par Actions Simplifiée au capital de 5 000.00 €

Siège social : 1280 Chemin de La Planque

11400 CASTELNAUDARY

**Société en cours de formation**

#### **TITRE I**

#### **OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE – EXERCICE**

propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être  
été par actions simplifiée. Cette société est régie par les présents statuts et les

pas procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux  
rché réglementé de ses actions.

s offres dans les conditions définies par les textes en vigueur.

:  
n, la distribution de tous produits alimentaires, de boissons sans alcool par  
tiques

prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous  
elque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à  
e objet ou un objet similaire ou connexe ;

nt toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou  
t se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou  
milaire ou connexe.

r en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance  
qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas  
ls permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts  
ers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

#### **DENOMINATION**

société est :

**"1.2.3. PIZZA"**

ctures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la  
oit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par  
es initiales " S.A.S. " et de l'indication du lieu du siège social et du montant du  
du numéro d'identification SIREN suivi de la mention RCS de (nom de la ville).

#### **SIEGE SOCIAL**

au : **1280 Chemin de La Planque - 11400 CASTELNAUDARY (FRANCE).**

en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes  
président et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés prise  
rité des décisions extraordinaires.



*[Handwritten signature]*

est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation  
e et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus

## SOCIAL

nce le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.  
er exercice social sera clos le 31 décembre 2021.

## TITRE II

### APPORTS - CAPITAL SOCIAL

S

#### des apports

I n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.  
nt à la société, savoir :

<b>D'AGOSTIN,</b> mille euros.....	4 000.00 €
<b>D'AGOSTIN,</b> nts euros .....	500.00 €
<b>ie D'AGOSTIN,</b> nts euros .....	500.00 €

ts en numéraire :  
..... 5 000.00 €

d à la souscription de cinq cents (500.00) actions de dix euros (10.00) chacune,  
ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi, en date du 16 juin 2020, par  
COLE LANGUEDOC agence de Castelnaudary pour le compte de la société en

## SOCIAL

à la somme de cinq mille (5 000) euros.  
ts (500) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de  
rties entre les associés en proportion de leurs droits.

### ION DU CAPITAL

#### capital

ne augmenté soit par émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence, soit  
nt nominal des actions existantes. L'augmentation de capital par majoration du  
cessite le consentement unanime des associés sauf si elle est réalisée par  
s, bénéfices ou primes d'émission.

de préférence requièrent une décision spéciale de la collectivité des associés  
pour les décisions extraordinaires ; si ces actions sont émises au profit d'un ou



*[Handwritten signature]*

nement désigné, la procédure relative aux avantages particuliers doit être suivie L.228-15 du Code de commerce et le bénéficiaire de l'émission ne peut prendre que celui qui crée des actions de préférence en définit les droits y attachés.

nt émises au pair ou avec prime

voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues par les L.225-129-6 du Code de commerce compatibles avec les modalités de prise de AS et qui sont retenues par les présents statuts. À cet égard, il est précisé que les décisions seront prises dans les conditions prévues aux articles ## et ## des statuts et que la réunion d'une assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du Code de commerce

par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les organes de la société de compétence et par les commissaires aux comptes.

La société décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation de capital, soit la compétence de la réaliser à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les conditions prévues par les textes aura lieu au profit du Président

La société limite une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des actions existantes dans les conditions prévues par le Code de commerce.

La souscription par émission d'actions à souscrire en numéraire le capital ancien doit, au moment de la souscription, être libérée et un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à leur droit préférentiel et la décision collective peut au vu du rapport du commissaire habilité et celui du commissaire aux comptes supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales ; il en est de même lorsque l'augmentation de capital est réservée aux personnes nommément désignées par la décision collective dans ce cas les conditions de capital avec suppression du droit préférentiel à leur profit ne peuvent être prises. Ce droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions que les actions. Les actions sont grevées d'un usufruit, le droit préférentiel de souscription appartient aux actions existantes dans les conditions prévues à l'article L. 225-140 du Code de commerce.

La souscription de capital en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission préalable de capital, ne peut être prise que par la collectivité des associés et, avant l'accès au capital, la collectivité des associés doit se prononcer sur un projet de loi tendant à réaliser une augmentation de capital en faveur des salariés L.225-129-6 du Code de commerce.

La souscription de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, dans les conditions prévues par les décisions de la collectivité des associés.

En l'absence de dispositions ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce. Les commissaires aux comptes ne prennent pas part au vote sur l'évaluation des apports en nature

## Capital

La souscription de capital ne peut être réduite par une décision collective prise aux conditions des décisions de la collectivité des associés prévues par le Code de commerce ; les associés peuvent déléguer tout pouvoir de souscription

La souscription de capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la forme d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en une autre forme.

La souscription de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés sauf accord unanime de tous les associés. En l'absence de décision de capital non motivée par des pertes, les opérations de capital ne peuvent être prises que dans le délai d'opposition des créanciers ni le cas échéant, avant qu'il ait été pris une décision sur cette opposition.

La souscription de capital est soumise, conformément aux dispositions du Code de commerce.

70

CDH

DDA



Signature

### **TITRE III**

### **ACTIONS**

#### **DES PROPRIETES DES ACTIONS**

être obligatoirement la forme nominative ; elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur. Les actions résultent de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires dans les statuts et par la société.

En outre, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

#### **Droits - Nue-propriété**

droits réservés à l'égard de la société.

Les actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un représentant désigné. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans les statuts ou de l'indivision. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande des associés, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en dernier ressort.

Le droit de vote à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

En outre, au vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions

#### **DES OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS**

Le droit de vote donne droit, dans la répartition des bénéfices et de l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actions confèrent à leur titulaire un droit dans les bénéfices et dans tout l'actif social de la société par les présents statuts ou par la décision collective des associés les émettant.

En outre, les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actions attachées aux actions les suivent dans quelque main qu'elles passent.

La cession d'action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par l'assemblée adoptées par les associés.

Il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actions isolées ou en nombre inférieur au nombre requis devront faire leur affaire avec le tribunal de commerce, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits nécessaires.

#### **DES CESSIONS OU TRANSMISSIONS D'ACTIONS**

Les cessions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un virement en compte. Le transfert est effectué dès la production d'un ordre de mouvement signé du titulaire dûment mandaté par une procuration spécifique. Cet ordre de mouvement est conservé au registre tenu à cet effet au siège social. Le transfert de propriété et la transcription de l'inscription de celles-ci au compte de l'acheteur à la date fixée d'un commun accord. La société est tenue de procéder à cette transcription le premier jour de la transcription par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de l'ordre de mouvement que celui-ci est complet.



ns à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de  
r les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions

du transfert sont à la charge des cessionnaires.

ociables, sous réserve des articles qui suivent et sauf dispositions législatives ou  
es, qu'après immatriculation de la société au Registre du commerce et des  
e la mention modificative à la suite d'une augmentation de capital.

des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

## **NT**

tions non frappées d'une clause d'inaliénabilité, à titre onéreux ou gratuit, sont  
réalisable de la collectivité des associés, statuant à l'unanimité.

a d'agrément est notifiée par le cédant au président de la société par lettre  
usé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée,  
tité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de  
rtition de son capital social. Le président transmet cette demande d'agrément  
place la procédure de consultation des associés.

un délai de trois (3) mois pour faire connaître au cédant la décision de la  
par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans  
ent est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions

ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

ocié peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande  
on du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard  
(30) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

nent du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai de trois (3)  
u refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par  
ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant,  
ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

ions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat,  
nnuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

ctions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un  
les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise,  
ositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise, chacune  
ister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du  
gné.

i prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré  
que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

eut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

la libre transmission des actions ne sont pas applicables lorsque la société ne  
ocié.

## **SSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE E EPOUX**

écès ou par suite de dissolution du régime matrimonial d'époux doivent être  
ons prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

## **DES CESSIONS D'ACTIONS**

tions réalisées en violation des précédents articles sont nulles.





la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le directeur général exerce des mêmes pouvoirs de direction que le Président. A l'égard des tiers, il a la direction et de représentation que ceux du président en application de l'article 1832 du Code de Commerce ; si nécessaire il justifiera de l'étendue de ses pouvoirs par la production d'un rapport informé par le président des présents statuts et d'une copie également certifiée conforme du procès-verbal de la décision de sa nomination et d'un extrait K bis.

La rémunération du directeur général est fixée par la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou variable, mais doit être fixe et proportionnelle. Il aura droit également au remboursement, sur ses frais, des dépenses engagées par lui dans l'intérêt de la société.

Le directeur général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

## **DISPOSITIONS REGLEMENTEES**

Le Président, directement ou par personne interposée entre la Société et son président, exerce, au nom de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, les pouvoirs de la Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, et doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés le rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Le Président doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés le rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Le Président doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés le rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les conventions approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne interposée de réparer les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne interposée de réparer les conséquences dommageables pour la Société. Les conventions approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne interposée de réparer les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés le rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les dispositions de l'article L.225-43 du Code de Commerce s'appliquent au Président et aux membres du conseil d'administration.

## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS**

#### **COMPÉTENCE**

Le Président est seule compétente pour prendre les décisions en matière de :

Augmentation ou réduction du capital social,  
Partiel d'actif,  
Transformation de la société d'une autre forme,  
Fusion, scission,  
Liquidation et décisions relatives aux opérations de liquidation,  
Nominations, révocations, révoqueries du président,  
Nominations, révocations, révoqueries du directeur général,  
Comptes annuels et affectation des résultats,  
Conventions conclues entre la société et ses dirigeants,



aires, à l'exception du transfert du siège social,  
isions ne relevant pas de la compétence du président aux termes des présents

## **DE MAJORITE**

d'intervention prévus à l'article précédent, les décisions des associés sont prises  
antes :

des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

ordinaires les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction  
sion, la scission, l'apport partiel d'actif, la dissolution, la prorogation et la  
ciété, l'agrément des transmissions d'actions, ainsi que toutes les modifications

extraordinaires sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés  
te, présents et représentés ; les associés absents ou décidant expressément de  
s pris en compte pour le calcul de la majorité.

ons collectives sont qualifiées d'ordinaires.

ordinaires sont prises à la majorité de la moitié des voix des associés, présents  
ociés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en  
e la majorité.

né aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles  
e vote attaché aux actions en industrie est proportionnel au nombre d'actions

l ou en industrie donne droit à une voix.

nominales, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et  
nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour  
e à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision  
oit la forme sur simple justification de son identité.

positions qui précèdent, les décisions collectives extraordinaires ci-après  
adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

pour effet d'augmenter les engagements des associés,

ationalité de la société,

utaires restreignant la liberté de transmission des actions : l'agrément des  
sions de titres,

ou en industrie a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement  
que soit le nombre d'actions qu'il possède.

ntité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

nominales, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et  
nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour  
e à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision  
oit la forme sur simple justification de son identité.

## **ES DECISIONS COLLECTIVES**

les décisions collectives sont prises en assemblée, réunie au besoin par  
érence par téléphone, ou par correspondance dans la mesure où l'auteur de la  
é que le moyen retenu permet l'identification des associés participant et la  
et simultanée des délibérations ; les votes et signatures électroniques consiste  
é fiable d'identification garantissant son lien avec le document auquel elle

c s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.



une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant  
le capital social, si aucune réunion de l'assemblée des associés n'est intervenue

appelée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence

aux comptes, s'il en a été désigné un, peut en cas de carence de l'organe désigné ci-  
dessus en demeure de celui-ci demeuré sans effet convoquer lui-même les associés.

Si d'une assemblée est demandée par un ou plusieurs associés, elle peut être  
appelée par l'un ou l'autre des associés demandeurs.

Pour la liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou  
sur décision du président.

Le président de la convocation fixe l'ordre du jour. L'assemblée ne délibère que sur les  
affaires de l'ordre du jour. Néanmoins elle peut en toutes circonstances et sans préavis  
résoudre tout ou partie des affaires de la société sous réserve du droit pour l'intéressé de présenter sa défense.

L'assemblée se réunit en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la

convocation et est tenue par tous moyens quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion ;  
la convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information

et peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société, ou en son absence, par un associé désigné par  
le président. Ce dernier est désigné parmi les associés présents.

L'assemblée peut être présidée par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un  
tiers. Elle est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les associés peuvent faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent  
être donnés par tout moyen écrit, notamment par télécopie.

Si un associé n'est pas désigné, s'il en a été désigné un, est invité à participer à toute décision collective  
et à la même forme que les associés.

### Correspondance

Les décisions prises par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les  
documents relatifs à l'information des associés, sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens.

Il doit être donné d'un délai minimum de (15) jours à compter de la réception des projets de  
résolutions pour leur vote, par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans ledit délai  
est réputé abstenu.

Les décisions collectives prises en assemblée ou par correspondance sont établies  
et signées par le président et le secrétaire associé. Les copies ou extraits de procès-  
verbaux sont remis par le président.

Les décisions prises en assemblée sont constatées par un procès verbal indiquant la date et  
l'heure, le nom, le prénom et la qualité du président de séance, l'identité des associés présents et  
absents et les informations communiquées préalablement aux associés, un résumé des  
résolutions adoptées par les associés.

Les décisions sont mentionnées dans un procès verbal établi par le président, sur lequel sont  
signés tous les associés.

La décision résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un  
procès verbal est accompagnée des documents et informations communiqués préalablement aux associés.  
Elle est lue aux associés et retranscrite sur le registre spécial des décisions collectives.



*[Handwritten signature]*

## **ATION DES ASSOCIÉS**

consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information sous les documents et éléments d'information permettant aux associés de se prononcer de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du commissaires aux comptes, ce ou ces rapports doivent être communiqués aux associés avant la date d'établissement du procès verbal de la décision des associés.

à toute époque consulter au siège social, pour les trois derniers exercices, les inventaire et les comptes annuels, le tableau des résultats des cinq derniers exercices consolidés, le cas échéant, les rapports de gestion du président et ceux des commissaires, la consultation emportant le droit de prendre copie, à l'exception de

## **UNIQUE**

comporter qu'un associé unique, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

ne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la SAS, le ministre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois à compter de l'exercice l'inventaire et les comptes annuels dûment signés.

porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de

## **TITRE VI**

## **CONTRÔLE**

## **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le président désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision collective prise à la fin du sixième exercice.

Le président suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par les associés.

## **SOCIÉTÉ À FORME SOCIALE ET ECONOMIQUE**

Les associés d'entreprise exercent les droits définis aux articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code de Commerce par le président.

Le président est demandé à assister aux assemblées générales et si cette forme de consultation est choisie, le président informera les délégués du mode de consultation devant intervenir (consultation écrite) pour les décisions à prendre dont il précisera l'objet. A cette occasion, le président fournira aux délégués une information suffisante et leur laissera un délai suffisant pour qu'ils puissent, au lieu, auprès de lui, un avis qui sera communiqué aux associés.



## TITRE VII

### COMPTES ANNUELS - BENEFICES - RESERVES

#### COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

comptabilité régulière des opérations sociales.

à l'expiration de l'exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion.

Le rapport de gestion est communiqué aux commissaires aux comptes et est annexé au rapport de gestion de l'entreprise dans les conditions légales.

La société a l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition d'entreprise selon l'article L 232-1, IV modifié du Code de commerce.

En outre, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, **deux des** critères énumérés aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si la société ne répond pas à ces critères, un rapport de gestion devra être établi par le président.

À la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Si des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

#### DISTRIBUTION DU BENEFICE - RESERVES

Le rapport qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par la répartition des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

La collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Après déduction des pertes antérieures, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

1° Les réserves pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire si le fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une année, ce quotient n'est plus atteint,

2° Le report en réserve en application de la loi.

Le report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition des associés pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à la dotation de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les sommes sont prélevées. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois à compter de l'expiration de l'exercice.

En l'absence de décision, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les réserves disponibles deviendraient à la suite de celle-ci inférieures au montant du capital augmenté des réserves. Les statuts ne permettent pas de distribuer.

Le bénéfice est inscrit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs.



## **TITRE VIII**

### **DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

#### **LIQUIDATION**

##### **Mandatataire**

À la date d'expiration de la durée de la société, le président doit provoquer une assemblée des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute pour le président de provoquer cette décision, tout associé, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire de liquidation.

##### **Assemblée**

L'assemblée peut à tout moment être prononcée par la collectivité des associés.

##### **Limites inférieures à la moitié du capital social**

Si la perte constatée dans les documents comptables, les capitaux propres de la société sont inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent la constatation de la perte ayant fait apparaître ces pertes, de consulter la collectivité des associés à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société est prononcée.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui auquel la perte a été constatée, de réduire son capital d'un montant au moins égal à la perte qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres sont restés inférieurs à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

À défaut de décision collective régulière, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal de commerce accorde à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; à l'expiration de ce délai, la dissolution est prononcée, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

La décision du tribunal de commerce est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

#### **LIQUIDATION**

La collectivité des associés règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle fixe les attributions et la rémunération.

En l'absence de décision, les fonctions des commissaires aux comptes.

En vertu des attributions légales, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une autorisation de la collectivité des associés, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

Le liquidateur conserve durant la phase de liquidation les mêmes attributions que pendant l'existence de la société. Le tribunal de commerce approuve les comptes de liquidation.

Après la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser le capital libéré des associés ; le surplus est réparti entre les associés.

La liquidation, si elle est réunie en une seule main et que l'associé unique n'est pas une personne morale, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844 du Code de Commerce.



*Handwritten signature or mark.*

## ATIONS

ni pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, ment à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les mun.

## TITRE IX

### S DU PREMIER PRESIDENT ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

#### ION DU PREMIER PRESIDENT

la société nommé sans limitation de durée est :

**D'AGOSTIN ,**

1997 à CASTELNAUDARY (Aude), de nationalité Française,  
NAUDARY (Aude) 1280 Chemin de la Planque,

#### ION DES PREMIERS DIRECTEURS GENERAUX

premiers directeurs généraux, sans limitation de durée :

**D'AGOSTIN,**

063 à CASTELNAUDARY (Aude), de nationalité Française,  
NAUDARY (Aude) Lieu-Dit Planque,

**ie D'Agostin née SERRES,**

à Castelnaudary (Aude), de nationalité Française,  
NAUDARY (Aude) Lieu-Dit La planque,

acun en ce qui le concerne, déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe  
diction ou incompatibilité susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

### TES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU OCIETES

e sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités  
Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son  
tre du commerce et des sociétés.

été sera effectuée :

un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de

ble exemplaire, au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la

on au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

és à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents  
es autres pièces qui pourraient être déposées.

aires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement  
ata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du  
és. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société  
ant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

DA

CD'A

DD SA



Handwritten signature or mark.

Fait à CASTELNAUDARY,  
L'an deux mille vingt  
et le neuf septembre

que nécessaire dont un exemplaire pour le dépôt au greffe du Tribunal de

**D'AGOSTIN**

**D'AGOSTIN**

**ie D'AGOSTIN**

*Opert*



*[Handwritten signature]*

## ATTESTATION DE DÉPÔT

Pour constitution de capital social

de Crédit Agricole Mutuel Languedoc,  
HARD JEANNE AGATHE dûment habilité à l'effet de la présente,  
a déposé la somme de 5000,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les  
titulaires en numéraire de la société en formation au capital de 5000 euros :

LA PLANQUE  
AUDARY

est dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°85160618693, jusqu'à  
la dissolution de la société.

Présentation et mention des sommes versées par chacun d'eux :

MARLOTTE , né(e) le 11/12/1997 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

PIERRE , né(e) le 05/09/1963 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

DOMINIQUE , né(e) SERRES le 30/07/1967 à CASTELNAUDARY  
500,00 euros déposés le 16/07/2020

Attesté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque  
un des souscripteurs qui lui a été présentée.

En tant que dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à  
la régularité des versements et leur utilisation après déblocage.

**Données - Secret professionnel  
Données personnelles**

Le présent document permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent  
contrat, d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la

se rapportant à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données  
personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de  
collecter vos données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un  
tiers, l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection  
des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.ca-languedoc.fr/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-des-caisses.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.  
Les données que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le  
produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres,

notamment pour la conclusion des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,  
et pour le respect de nos obligations légales,

et pour la défense de nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

Vos données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la  
réalisation de nos activités. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication,  
notamment par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Vos données personnelles sont principalement destinées aux finalités suivantes : la gestion de notre relation au  
travers de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ;  
la gestion commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et  
l'aspect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment.  
Nous nous réservons le droit de recourir à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres

CA CRÉDIT AGRICOLE Mutuel Languedoc Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit

Siège social : Avenue de Montpelliérêt, Maurin

34977 Lattes Cedex - 492 826 417 R.C.S. Montpellier

Société de courtage d'assurances, immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828

Tél. 04 67 175 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

RAI - VPS\_C - ATTESTATION\_DEPOT\_ATTESTATION\_CSI\_FUL\_2010.07.26.1.36.04.15





A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.

de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures  
vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La  
variation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires.  
nécessaire des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales  
description. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs  
tives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions  
vos données dans les conditions prévues par la loi.

vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article

nt dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour  
ment, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité,  
actions sur leur sort en cas de décès.

à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de  
par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base  
tirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Relations**  
**Montpellier, Maurin 34977 Lattes Cedex, ou courriel : [service.clients@ca-languedoc.fr](mailto:service.clients@ca-languedoc.fr)** Les  
remboursés sur simple demande de votre part.  
ce de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas,  
es.

ésigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses

**dit Agricole Mutuel du Languedoc - à l'attention du DPO - Avenue de Montpellieret Maurin**

us pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse  
et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

recueillies par la **Caisse Régionale** au cours de la relation bancaire conformément aux finalités  
casation de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union  
re d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la  
ces données ont été mises en place.

nées personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est  
satisfaisante aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de  
relations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple,  
vent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration  
obiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents  
dit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous  
à jour avec les tiers suivants :

Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse  
l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de  
auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;

Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;  
es de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances,  
ntervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;  
ment de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment  
nement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions

aisse Régionale pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a  
ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;

de Crédit Agricole Mutuel Languedoc Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit  
Siège social : Avenue de Montpellieret, Maurin  
34977 Lattes Cedex - 492 826 417 R.C.S. Montpellier  
de courtage d'assurances, immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828  
Tél. 04 67 175 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

RAI : VPS\_C\_ATTENTION\_DEPOTATIONCHP-EI\_FDU-2020-07-26:1:38:44:5





A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.

AGRICOLE  
GUEDOC

pe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation  
révention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de  
du Groupe ;

pe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de  
de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;

la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre  
ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;

u toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes  
des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou  
algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation,  
n de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui  
adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de  
actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la

ment la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est  
à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale,  
sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites

exemplaires à CASTELNAUDARY

ant de la Caisse Régionale  
GATHE



page 3/3

nale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit  
Siège social : Avenue de Montpelliéret, Maurin  
34977 Lattes Cedex - 492 825 417 R.C.S. Montpellier  
ciété de courtage d'assurances, immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 025 828  
Tél. 04 67 175 175 (N° non surtaxé - Coût de l'appel selon opérateur)

RU : VPS\_C\_ATTENTION\_DEPOT-ATTENTION-CP-ET\_PCA-2010/2421-2021-2024-15





A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.

1.2.3. PIZZA

Société Par Actions Simplifiée au capital de 5 000.00 €

Siège social : 1280 Chemin de La Planque

11400 CASTELNAUDARY

Société en cours de formation

SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Identité des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Versements effectués
Charlotte D'Agostin (Aude)	400	4 000 €	4 000 €
Charlotte D'Agostin (Aude)	50	500 €	500 €
Charlotte D'Agostin (Aude)	50	500 €	500 €
Total des souscriptions en numéraire	500	5 000 €	5 000 €

Montant la souscription de 500 actions de la société, soit la somme totale de versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit 5 000 euros, versée par Charlotte D'AGOSTIN, fondateur.

RY

D'Agostin

Signature



Signature



A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.